

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

SAMEDI 27 DECEMBRE 1975

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE — PARAÎT MERCREDI ET SAMEDI PRIX : 0,30 F

EDITORIAL

La politique du pouvoir colonial : des discours, des promesses.

Le voyage de Chirac aux Antilles et en Guyane fut l'occasion pour le gouvernement de réaffirmer sa politique vis à vis des DOM. Pour les Giscard, Chirac, et Cie il s'agit de couper l'herbe sous les pieds des autonomistes (PCG et PGM) et des partisans de l'indépendance, en prônant une "départementalisation économique".

De quoi s'agit-il exactement ? Le gouvernement Giscard-Chirac veut pallier le sous-développement et la dépendance coloniale en tentant d'assimiler le plus possible les soi-disant DOM aux départements métropolitains. Ils doivent devenir des "départements comme les autres". Pour cela on accorde un certain nombre d'allocations, d'aide aux enfants scolarisés, aux vieillards etc... On se décide enfin à envisager la solution de certains vieux problèmes comme l'irrigation de la Grande-Terre et de certaines parties de la Martinique.

On décide d'accorder le droit aux Conseils généraux de prendre certaines petites décisions économiques : répartition de fonds à tel ou tel secteur par exemple.

Mais surtout le pouvoir colonial utilise à fond les moyens d'information qui sont d'ailleurs à son service exclusif, pour matraquer l'opinion systématiquement. On répète quotidiennement le slogan : "Nous sommes français comme la métropole".

Les efforts du pouvoir colonial pour faire face à la situation sont systématiquement étalés et grossis par la radio, les discours, grands et petits, de Stirn et des parlementaires favorables au pouvoir colonial sont largement diffusés, alors que les voix de l'opposition sont nées sous le boisseau.

Le pouvoir africain donc en ce moment une certaine assurance. Il a l'impression d'avoir franchi un cap. Il n'est pas rare, et ce fut le cas pour Chirac, que les officiels déclarent que désormais les Antilles et la Guyane sont vraiment bien françaises. Ils croient avoir réglé les problèmes les plus graves et avoir acquis la confiance des populations de ces colonies.

Mais la réalité est tout autre. Et les rodontades des Stirn, Bernier et des Sablé-Petit n'y changeront rien.

D'abord, vu l'état économique et social régnant dans ces DOM, il suffit de faire bien peu pour donner l'impression d'une amélioration. Mais si l'on considère au fond ce qui est fait et proposé par le pouvoir, on peut s'apercevoir que Giscard, comme les autres, sème du vent et des illusions.

Pendant qu'on parle de développement économique, les chiffres montrent que les secteurs productifs sont en régression constante et spectaculaire, tant dans l'agriculture que dans l'industrie, et que par contre le secteur commercial se développe pleinement. Ce qui veut dire que les DOM importent toujours plus, tout ce qui leur est nécessaire pour vivre et sont donc toujours plus dépendants de la France notamment. Notons d'ailleurs que les produits exportés sont nettement moins chers que ceux qui sont importés, et cela explique aussi cette dépendance croissante des colonies par rapport à la métropole.

En réalité, le pouvoir jette beaucoup de poudre aux yeux. Les véritables problèmes ne sont pas résolus. On veut développer, nous dit-on, la production. Mais on ne veut pas s'attaquer aux propriétaires fonciers qui monopolisent les terres cultivables. On veut développer la production locale or l'import-export constitue un puissant lobby qui lui n'a pas intérêt à cela. Et le gouvernement le laisse tranquille. On veut mettre fin au chômage et on laisse les patrons libres de faire leurs ouvriers travailler en heures supplémentaires. On laisse la discrimination raciale s'installer petit à petit. Ce qui tendrait à faire croire que les français ont priorité d'embauche sur les Antillais.

On veut guérir une crise économique chronique avec des petits moyens et beaucoup de discours. Alors qu'il faudrait des remèdes énergiques bousculant les groupes d'intérêts, les puissances établies et faisant participer la masse du peuple à une telle opération.

Evidemment le pouvoir qui s'appuie sur ces puissances, propriétaires fonciers capitalistes de l'import-export etc... ne peut s'attaquer à eux. Il est là pour les protéger.

Mais les travailleurs les plus exploi-

(suite au verso)

GUYANE

La liberté selon Chirac

Au cours de son allocution à Sainte-Marie (Martinique), Chirac, qui avait peut être pris un ou deux punchs avant de prendre la parole, s'est senti brusquement inspiré et, s'il faut en croire ER3 a quitté son texte écrit pour se lancer dans une vibrante envolée sur la société que "nous" voulons. Il a naturellement exalté la départementalisation, l'union toujours plus grande avec la France, et il a vertement condamné ceux qui voulaient nous empêcher de vivre dans cette société où, selon lui, nous avons le droit de nous exprimer, le droit d'écrire ce que nous voulons, le droit de manifester.

Et pour mieux confirmer ces fortes paroles, il a le lendemain même, interdit la manifestation organisée contre lui à Cayenne!

MARTINIQUE

Les petits cadeaux de l'état aux capitalistes

Le 30ème congrès des experts-comptables tenu à la Martinique fut l'occasion de mettre une nouvelle fois en lumière la politique en faveur des capitalistes, menée par le gouvernement français en Martinique.

Jean-José Clément, président du comité économique et social, a annoncé la création prochaine d'une zone industrielle subventionnée à 50% par l'état, au prix de 30F le M2 de terrain. Le représentant du préfet lui, a annoncé qu'en plus de ce cadeau offert aux capitalistes français qui veulent investir aux Antilles, on leur offrirait une main-d'oeuvre "à la carte", c'est à dire formée selon les besoins de ces industriels et dont la formation serait assurée par l'état de Giscard-Chirac. D'énormes facilités de crédit leur seront allouées

(suite au verso)

EDITORIAL suite

tés, travailleurs de l'agriculture, chômeurs intermittents, jeunes sans travail, fermes, eux sont nombreux à vouloir que cela change réellement. Ceux-là sont insensibles à toutes les manœuvres politiques qui se déroulent au sommet. Ils n'écoutent pas les discours et ne croient pas à la volonté de changement des gouvernants.

Ce sont ceux-là que les partis traditionnels refusent de mobiliser. La gauche se cantonne en effet dans une attitude d'opposition résignée. Attendant sans doute que la gauche française parvienne au pouvoir pour que quelque chose change.

Et c'est en grande partie cette attitude résignée et passive qui laisse aussi l'initiative politique au pouvoir colonial et freine toute mobilisation contre lui. La désaffection des travailleurs pour les réunions politiques, meetings et manifestations s'explique en grande partie ainsi.

Il serait temps de réagir. Que les anti-colonialistes véritables, mènent une politique de front unique pour permettre aux travailleurs, à tous ceux qui sont victimes de l'oppression et du marasme colonialistes, de relever massivement la tête.

Cela est possible, à condition toutefois que le désir de lutter l'emporte chez les uns et les autres sur le découragement et la passivité.

L I S E Z L E M E N S U E L
C O M B A T O U V R I E R

COMMERCE: les employés ne sont pas à la fête!

Au moment des fêtes de fin d'année, les conditions de travail des employés de commerce deviennent insupportables.

Car pour les commerçants, la période des fêtes, c'est surtout l'occasion de bonnes ventes. Il s'agit surtout d'en profiter au maximum pour faire entrer de gros bénéfices. Le travail est augmenté, les journées sont de plus en plus longues. Les employés sont obligés de fournir des heures supplémentaires alors qu'ils continuent à être sous-payés.

Ainsi, à la Sofroi, il n'est pas rare qu'une partie des employés du magasin commencent leur journée à 7 h.30 pour ne s'arrêter que vers 19 h.30.

Période de fêtes? Le revers de la médaille pour une catégorie de travailleurs, c'est une exploitation renforcée.

Pour que certains aient un moment de joie, il faut que d'autres triment. Ainsi va la société fondée sur le profit.

MARTINIQUE : les petits cadeaux...

par les banques, et l'incitation à investir en Martinique sera faite par le biais de diverses primes (décentralisation d'emploi, de conversion, etc..) et même des exonérations d'impôts pouvant aller jusqu'à 5 ans.

A défaut de créer des emplois en nombre réellement important, la politique coloniale profite en tout cas à quelques uns, toujours les mêmes évidemment : les riches .

* * * * *

GUYANE UNE OPERATION HA SARDEUSE

Lors de son voyage, Chirac n'a pas manqué d'évoquer le plan d'exploitation de la forêt guyanaise, qui doit nécessiter en principe, l'immigration de 30 000 Français en Guyane. Le projet a soulevé bien des protestations, et aussi bien Stirn que Chirac ont tenté de " calmer les esprits", en disant que le peuplement "n'est pas l'objectif, mais seulement un des moyens du développement". Mais il est de fait que, derrière les belles paroles, le projet n'apparaît jusqu'à présent que comme une vaste opération publicitaire, dont la réalisation est loin d'être acquise.

Et tout d'abord, au niveau de l'exploitation de la forêt elle-même. Car le but recherché officiellement est la "mise en valeur " de l'immense forêt guyanaise pour fabriquer de la pâte à papier. Les prix du papier ont considérablement augmenté ces dernières années, sur le marché mondial, et cela explique l'intérêt soudain de la France pour une Guyane jusqu'à présent délaissée. La France a eu en effet en 1975 un déficit de 3 milliards de F. en ce qui concerne la pâte à papier.

Mais jusqu'à présent, la forêt est encore mal connue. Cependant, elle est surtout composée de bois permettant de fabriquer de la pâte à " fibres courtes", bien moins recherchée sur le marché que la pâte à " fibres longues ". Pour les investissements, plusieurs groupes sont intéressés, français et américains. Mais le gouvernement veut que tout regroupement pour l'exploitation soit en majorité français. Les groupes français sont prudents, et préféreraient, avant de construire des usines, installer des scieries pour ensuite replanter des arbres donnant une pâte "à fibres longues ".

Les capitalistes français ne sont pas décidés à aller à l'aventure, et ils attendent de l'état non seulement qu'il mette en place les infrastructures (routes) mais aussi qu'il finance les usines...

Tout ceci fait beaucoup de conditions. Rien par ailleurs n'a été entrepris pour permettre à l'opération d'être viable : ni logements, ni écoles, ni hôpitaux.

On voit que l'entreprise est loin d'être réalisée. Il se pourrait fort que cette opération publicitaire se termine en eau de boudin, après la construction, peut-être, d'une ou deux scieries qui, comme bien d'autres entreprises du même genre, fermeraient au bout de 2 ou 3 ans.

LIBAN LA GUERRE CIVILE CONTINUE

Au Liban, les combats entre la Droite de Gemayel, et la Gauche musulmane continuent de faire rage. Pas moins de 19 cessez-le-feu ont déjà été signés entre les différentes parties. Mais l'impossible trêve est toujours de courte durée. Les victimes de ces combats se comptent par centaines, exécutions sommaires suite à des contrôles d'identité, la religion de chaque citoyen étant portée sur les cartes d'identité.

Jusqu'à présent, le rapport de force entre les milices de la Gauche Progressiste et de la Résistance Palestinienne et l'extrême droite, est loin d'être en faveur du leader des phalangistes Gemayel. La gauche n'est pas écrasée car derrière elle, se sont armés, organisés, les travailleurs et la population pauvre.

Néanmoins cette volonté de lutte des masses populaires ne suffit pas. Pour gagner, il leur faut une politique juste.

La politique de la gauche est réformatrice : elle demande un changement du système confessionnel qui permettrait une représentation plus juste des masses musulmanes.

La mobilisation des couches populaires a débouché sur une épreuve de force avec la droite. Les travailleurs n'ont pas le choix. Ils doivent gagner cette épreuve ou être écrasés. Mais pour cela il faudrait aussi que les travailleurs du Liban gagnent le soutien des travailleurs et des opprimés des autres pays arabes. Car c'est avec eux qu'ils pourraient gagner l'épreuve de force. Car celle-ci mettra en mouvement non seulement les dirigeants de droite, mais aussi l'impérialisme US qui peut toujours leur prêter main forte au moins par l'intermédiaire de pays comme Israël ou comme la Jordanie.

Le drame, pour les opprimés de cette région du monde, c'est que la gauche ne prend pas le chemin qui conduit à gagner le combat engagé.

Ils risquent de faire, une fois encore, cruellement les frais de la politique réformatrice.

* * * * *

SAINT-FRANÇOIS

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE
PREOCCUPÉ DE VACANCES

Le ministre de l'agriculture a inauguré un VVF (village vacances famille).

Peut-être verra-t-on un jour le ministre du tourisme s'entretenir avec les ouvriers agricoles dans les champs de canne ?

Ces messieurs n'étant là que pour la forme, la confusion des compétences ne peut guère les gêner...

Directeur de Publication : M.E. ZOZOR
Commission paritaire : n° 51 728
Rondé du journal : Pointe à Pitre
Correspondance : G. Beaujour
B.P. 214 P.A.P.
B.P. 386 F.D.F.
3 ème supplément au mensuel n° 56